



DÉCLARATION SUR LA " BAVURE" MILITAIRE SURVENUE le 1er JUNI 2022 À MISSONG DANS LE NORD-OUEST, ET APPEL RENOUVELÉ À L'ARRÊT DE LA GUERRE CIVILE DANS LES RÉGIONS ANGLOPHONES DU PAYS ET À L'OUVERTURE IMMÉDIATE D'UN DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

Par un communiqué daté du 7 juin 2022, la communication des Armées a révélé l'assassinat, par certains éléments des Forces de Défense de neuf (09) civils, dont un enfant de 18 mois et quatre femmes, dans la soirée du mercredi 1er juin 2022 à Missong par Zhoa, dans l'Arrondissement de Fungom, Département de la Mentchum, Région du Nord-Ouest.

Outre les neuf innocents tués par des hommes chargés en principe de leur protection et de leur sécurité contre les menaces extérieures, un enfant de 12 mois, atteint lui aussi par une balle tirée par ces soldats, est hospitalisé depuis lors.

Ce drame, que l'Armée a qualifié de " bavure", est la "bavure" de trop dans cette guerre civile inutile dans laquelle une poignée de personnes a plongé notre pays depuis bientôt six ans, sur la base d'intérêts qui ne sont pas ceux du peuple camerounais.

En effet, cette guerre dans laquelle meurent, dans l'indifférence totale d'un Président de la République absent et de la hiérarchie de l'Armée, de jeunes soldats, de jeunes combattants rebelles armés et les populations civiles, fait les seules affaires

d'un cercle de personnes qui vivent de la tragédie des populations et du malheur de notre pays. Cela doit cesser maintenant ! Notre peuple a assez souffert de leur jeu macabre.

Avant le drame de Missong, il y eu plusieurs autres " bavures", dont celui de Ngarbuh, qui, par la suite, s'est avéré être un mensonge d'État. Plus de deux ans après cette tragédie de Ngarbuh, le gouvernement continue de faire obstruction à la manifestation de la vérité devant le Tribunal militaire de Yaoundé.

La multiplication des " bavures" dans cette guerre civile que le régime-RDPC et ses intellectuels organiques ont - de façon irresponsable - encouragé, espérant sans doute pouvoir se soustraire de la sorte de leur bilan désastreux de la gestion du pays, interroge sur ce qu'il est advenu du

professionnalisme de notre Armée, naguère reconnu et justement célébré.

Comment le pouvoir peut-il espérer rendre effectif le lien Armée-Nation quand ces " bavures" sont aussi récurrents et aussi meurtrières, y compris pour des bébés ?

En mon nom propre et aux noms des militants et sympathisants du MRC, je présente nos condoléances les plus attristées aux familles si durement éprouvées par la mort de certains de leurs. Je souhaite un prompt rétablissement au nourrisson blessé et encore hospitalisé et beaucoup de courage à sa famille.

Le MRC constate que le Parlement est indigne de représenter les intérêts du peuple camerounais et le sera aussi longtemps qu'il se montrera incapable de se saisir d'un sujet aussi vital que la guerre civile qui ravage les régions anglophones du pays depuis plus de cinq ans, et principalement depuis l'échec du fameux Grand Dialogue de 2019.

Le MRC estime que le haut commandement de notre Armée a failli dans le rôle de conseiller qu'il aurait dû jouer auprès de pouvoir politique pour le dissuader de rejeter sur les Forces de Défense, la résolution d'un problème dont la solution est essentiellement politique.

Dans ce moment de tristesse pour notre Nation, les militants du MRC sont d'autant plus affectés que certains de leurs camarades purgent de lourdes peines de prison à travers le pays et doivent payer de lourdes amendes, simplement pour avoir demandé pacifiquement l'arrêt de cette guerre civile inutile et budgetivore, et l'organisation d'un vrai dialogue national inclusif pour chercher, entre Camerounais, une solution durable à ses causes. Ils demeurent meurtris par la mort en détention du jeune Otage politique, leur camarade Rodrigue NDAGUEHO KOUFET, tué par négligence pour avoir marché pacifiquement, le 22 septembre 2020, comme nombre de ses camarades, contre cette sale guerre.

Afin que les compatriotes de Missong ne soient pas morts pour rien, comme des autres avant eux, le MRC espère que leurs vies arrachées pour rien sonneront un reveil patriotique des Camerounais, afin qu'ils exigent pacifiquement de monsieur Paul BIYA, du régime-RDPC, des femmes et hommes qui disent les représenter dans les diverses institutions publiques, la fin immédiate de cette guerre civile qui sème le malheur dans notre peuple et cause du tort à notre pays, notamment aux militaires et à leurs familles, aux combattants rebelles armés et à leurs familles, aux populations innocentes, à notre jeunesse, à nos finances publiques, à notre économie, à l'avenir de nos enfants, à l'image de notre Armée, à la cohésion nationale.

Fait à Yaoundé le mardi 7 juin 2022

Le Président National

Maurice KAMTO